



Élections européennes 2014

MEETING ■ La tête de liste socialiste a reçu le soutien de Pierre Moscovici, ex-ministre de l'Économie

« Certains essayent d'attiser les peurs »



DUO. À dix jours de l'échéance, Pierre Moscovici est venu appuyer la candidature de Jean-Paul Denanot. PHOTO CHRISTELLE BESSEYRE

Hier soir, à la salle des fêtes de Saint-Jean-de-Braye, environ 130 personnes ont répondu présent à l'appel de la liste socialiste, emmenée par Jean-Paul Denanot, actuel président de la région Limousin.

Mylène Jourdan

Agitant des drapeaux aux couleurs de l'Union européenne, les jeunes socialistes du Loiret ont donné le ton, hier soir : oui, ils sont résolument favorables à l'Europe.

Une terre de paix où, a martelé Jean-Paul Denanot, tête de liste socialiste « Choisir notre Europe », « certains essayent d'attiser les peurs et les hai-

nes », référence au FN, en tête du sondage tombé le matin même.

Conscient qu'il ne reste que dix jours avant le scrutin, l'invité de ce meeting, Pierre Moscovici, ex-ministre des Affaires européennes sous l'ère Jospin (1997-2002), a fait le lien de ce choix français pour le FN avec l'abstention, qui s'annonce élevée. « L'élection européenne est aussi importante qu'une élection française. » Il a plaidé pour un « refus de l'euroscottisme », soulignant qu'il fallait être « maso » pour être séduit par le discours de Marine Le Pen, synonyme « d'affaiblissement de la France ».

Alors qu'une manifesta-

tion contre le traité transatlantique de libre-échange avait eu lieu dans la journée, à l'issue de laquelle 250 personnes ont été interpellées, Pierre Moscovici s'est montré prudent sur le fond : « on doit être vigilant et ferme, négocier sans naïveté et sans renoncements ».

Promesse de croissance

Candidat au poste de commissaire européen, l'ex-ministre de l'Économie du gouvernement Ayrault a souligné l'importance de donner sa voix aux socialistes pour cette élection et, par ricochet, de porter Martin Schulz à la présidence de la Commission européenne pour, ainsi, tourner le dos aux

« conservateurs » de droite, à ses yeux responsables de la crise. « Pourquoi feraient-ils mieux demain qu'ils n'ont fait hier ? », a-t-il interrogé.

Les enjeux économiques ont dominé la soirée. Énonçant, sous les applaudissements de la salle, la promesse « de la croissance et de l'emploi », Jean-Paul Denanot a dit vouloir aller « plus loin que les 120 milliards du pacte de croissance européen », ce que Pierre Moscovici a confirmé, rappelant la nécessité d'investir, à travers les fonds de la banque européenne d'investissement. Cette croissance, tous deux en sont persuadés, se fera avec plus d'Europe. ■

➔ À SEMOY, HIER APRÈS-MIDI

Le socialiste à l'usine de chimie Orrion Chemicals Orgaform

À l'invitation de l'Union des industries chimiques de la région Centre, Jean-Paul Denanot et ses collègues - dont les régionaux Karine Gloanec-Maurin et Christophe Lavalie - ont visité l'usine Orrion Chemicals Orgaform de Semoy, spécialisée dans les adhésifs.

Les échanges ont porté sur les normes, plus ou moins appliquées d'un pays à l'autre de l'union ou encore sur le règlement européen de mise sur le marché, qui contraint les industries chimiques à respecter des règles, contrairement à des pays extérieurs à l'Union qui y vendent des produits mais ne sont pas contrôlés. Jean-Paul Denanot et son équipe ont plaidé pour une simplification et une harmonisation européenne.

Plus habitués à traiter avec l'UMP et, à Bruxelles ou Strasbourg, avec le Parti populaire européen, accré à droite, les industriels de la chimie souhaitent s'ouvrir. Cette première approche de lobbying s'est révélée encourageante, même s'il faut « joindre les actes à la parole », demande Thierry Fayand. Le directeur d'Orrion Chemicals Orgaform prône ce rapprochement avec le monde politique, utile « quelles que soient les sensibilités », comme cela se pratique déjà outre-Rhin.

Les professionnels de la chimie traitent avant tout avec les membres des commissions industrie, recherche et énergie et environnement. S'il est élu, Jean-Paul Denanot hésite encore entre l'industrie ou l'agriculture : « C'est pour ça qu'il faut que nous ayons deux élus... ».

Mylène Jourdan

